ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 14 septembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er février 1977 relatif au permis de conduire", a donné le 17 septembre 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e september 1982 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1977 betreffende het rijbewijs", heeft de 17e september 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

L'article 21 de la loi relative à la police de la circulation routière, modifié par la loi du 9 juillet 1976, habilite le Roi à dispenser de l'obligation d'être titulaire et porteur d'un permis de conduire, notamment "pour la conduite en vue de l'apprentissage". Aux termes de l'article 22 de la même loi, également modifié par la loi du 9 juillet 1976, "le conducteur est tenu de présenter le permis de conduire ou le titre qui en tient lieu, délivré en vue de l'apprentissage, à toute réquisition d'un fonctionnaire ou agent qualifié ...".

Aux termes des dispositions du projet, les candidats conducteurs pourront conduire un véhicule, selon la forme d'apprentissage qu'ils choisiront, soit sous le couvert d' "un titre qui tient lieu de permis de conduire" (article 3, 6°; articles 7, 7bis et 8 en projet), soit sous le couvert d'un "titre d'apprentissage" (article 3, 5°; article 6bis en projet).

Il n'y a pas une parfaite concordance de terminologie entre le projet et l'article 22 de la loi. En effet, cet article emploie l'expression "titre qui ... tient lieu (du permis de conduire)" pour désigner tout titre délivré dans le but de dispenser de l'obligation d'avoir un permis de conduire, en vue de l'apprentissage. Par contre, le projet emploie la même expression pour désigner exclusivement les titres ayant cet objet dans les cas prévus par l'article 3, 6°, et les articles 7, 7bis et 8 en projet; pour désigner les titres ayant cet objet dans les cas prévus par l'article 3, 5°, et l'article 6bis en projet, il emploie l'expression "titre d'apprentissage".

.../...

En revanche, quant à leur substance, les dispositions du projet sont conformes à la loi coordonnée : au sens des articles 21 et 22 de la loi, le "titre d'apprentissage" est incontestablement un titre qui tient lieu de permis de conduire, délivré en vue de l'apprentissage.

PREAMBULE.

La formule de proposition devrait, conformément à l'usage, mentionner les différents ministres proposants dans l'ordre de leur préséance au sein du Gouvernement. Ceci vaut également pour l'exécutoire et pour les contreseings.

DISPOSITIF.

Article ler.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"A l'article 3 de l'arrêté royal du ler février 1977 relatif au permis de conduire, modifié par les arrêtés royaux du 13 janvier 1978, du 7 novembre 1978, du 18 avril 1980 et du 9 mars 1982, sont apportées les modifications suivantes :".

Dans l'alinéa ler du 2° en projet, les mots "modifié par les arrêtés royaux des 27 avril 1976 et 11 février 1982" doivent être omis car il n'est pas d'usage de citer des modifications dans le corps d'un texte.

.../...

Article 2.

Au paragraphe ler, 4°, de l'article 4 en projet, de l'accord des fonctionnaires délégués, il serait plus clair d'écrire "soit suivre un apprentissage sous le couvert d'un titre ... (la suite comme au projet)".

Article 3.

Dans l'article 5, 1°, en projet, à la fin de la disposition, il convient de lire "visé à l'article 3, 8°".

A la fin du 3° du même article 5 en projet, il serait plus clair d'écrire à la place des mots : "excepté dans les cas ..." la phrase suivante : "sauf s'il l'a rendu par application de l'article 24, 1°, de la loi relative à la police de la circulation routière".

Article 4.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1978, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Au paragraphe 3, alinéas ler et 2, de l'article 6 en projet, les mots "du présent arrêté" sont superflus et peuvent donc être omis. Cette observation vaut pour tous les renvois aux annexes.

A l'alinéa 2, la double conjonction "et/ou" qui est, à la fois, équivoque et incorrecte, doit être écartée. Mieux vaudrait écrire:"Les certificats d'enseignement théorique et d'enseignement pratique doivent être conformes au modèle qui figure à l'annexe 7".

Article 5.

Au paragraphe 2 de l'article 6bis en projet, il vaudrait mieux libeller le A et le B comme suit :

"A. L'élève conducteur doit :

...

B. Le véhicule doit :

...".

Au paragraphe 2, B, 2°, les mots "lorsque le véhicule est conduit par l'élève conducteur" sont superflus et peuvent, de l'accord des fonctionnaires délégués, être omis. La même observation vaut pour l'article 7, § 2, 4° (devenant § ler, I, 4°),et pour l'article 7bis, § 2, 2° (devenant § ler, II, 2°), en projet.

.../...

Au B, 3°, il suffit d'écrire, comme dans les dispositions précédentes, "appartenir à la catégorie B ou F", sans viser l'arrêté royal du 3 mai 1965.

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le titre d'apprentissage est délivré :

1° aux personnes visées à l'article 2, § 1er, par le bourgmestre de la commune du domicile de l'élève ou son délégué;

2° aux personnes visées à l'article 2, § 2, par le Ministre des Affaires étrangères ou son délégué.

... (la suite comme au projet)".

La même observation vaut pour l'article 8, § 1er, en projet.

Au paragraphe 4, alinéa 1er, les mots "durée maximale de deux mois" suggèrent que le titre pourrait être délivré pour une durée moindre. Comme il n'en est rien, le mot "maximale" doit, de l'accord des fonctionnaires délégués, être omis. La même observation vaut pour l'article 8, § 2, alinéa 1er, en projet.

Au paragraphe 4, alinéa 2, de la version française de l'article 6bis en projet, il y aurait lieu d'écrire :

"En cas de force majeure, la validité du titre d'apprentissage peut être prorogée d'un mois par l'autorité qui a délivré le titre, sur autorisation écrite du Ministre des Communications ou de son délégué".

La même observation vaut pour l'article 8, § 2, alinéa 2, en projet.

.../...

Le paragraphe 7 n'a pas sa place dans une disposition déterminant les effets du titre d'apprentissage. Il devrait être placé à l'article 23, § ler, en projet, dont il deviendrait, moyennant adaptation, le e), rédigé comme suit, de l'accord des fonctionnaires délégués :

"e) Il en est de même pour l'élève à qui un titre d'apprentissage a été délivré".

Article 6.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 janvier 1978 et du 18 avril 1980, est remplacé par la disposition suivante :".

Tout l'article 7 en projet devrait, de l'accord des fonctionnaires délégués, être structuré comme suit :

"§ ler (phrase introductive de l'article en projet) :

I. (paragraphe ler du projet).

II. (paragraphe 2 du projet).

III. (paragraphe 3 du projet).

IV. (paragraphe 4 du projet).

§ 2. (paragraphe 5 du projet)".

.../...

La même observation vaut pour l'article 7bis. La ponctuation doit être adaptée en conséquence.

De l'accord des fonctionnaires délégués, au paragraphe 2, 4° (devenant paragraphe ler, II, 4°), les mots "lorsque le véhicule est conduit par le candidat conducteur" sont superflus et doivent être omis.

Au paragraphe 3, 4° (devenant paragraphe ler, III, 4°), il y aurait lieu d'écrire :

"- ne pas avoir été condamné pour infraction aux articles 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 47, 48 ou 49 de la loi relative à la police de la circulation routière;".

La même observation vaut pour l'article 7bis, § 3, 4° (devenant le paragraphe ler, III, 4°), premier tiret, en projet.

Article 7.

Au paragraphe ler, 7°, deuxième tiret, de l'article 7bis en projet (devenant le paragraphe ler, I), le texte français contient une lacune : il y a lieu d'écrire : "soit comme travailleur indépendant à titre principal ou complémentaire, soit comme aidant, ou être le conjoint du propriétaire, d'un des copropriétaires, actionnaires ..." (la suite comme au projet).

.../...

Article 8.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 janvier 1978 et du 7 novembre 1978, est remplacé par la disposition suivante :".

Au paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 8 en projet, il y a lieu d'écrire "prorogée" et non pas "prolongée" et de supprimer les mots "durée de" avant "validité".

Au paragraphe 2, alinéa 5, il y a également lieu d'écrire "prorogée" et non "prolongée".

Dans le texte français, dernier alinéa du paragraphe 2, il y a lieu de supprimer les mots "du même arrêté".

Article 9.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 9.-

L'article 10, § 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

"Le titre d'apprentissage ou le titre qui tient lieu de permis de conduire doit être restitué lors de la délivrance du permis de conduire".

.../...

Article 10.

Conformément aux intentions du Gouvernement et de l'accord des fonctionnaires délégués, il y aurait lieu d'abroger non seulement le 5° de l'article 13, mais aussi les alinéas 2, 3 et 4 de cet article.

Article 11.

La phrase liminaire de cet article devrait être rédigée comme suit :

"L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1980, est complété comme suit :".

Le recours prévu à l'article 27 ne peut être exercé qu'en cas d'échec. Aussi le début de l'alinéa 2 de l'article 17 en projet devrait-il être rédigé comme suit, de l'accord des fonctionnaires délégués :

"Lorsque la requête prévue à l'article 27 est introduite, la validité ... (la suite comme au projet)".

Il y aurait lieu, en outre, dans ce même alinéa, de remplacer le mot "prolongée" par "prorogée" dans le texte français.

Article 12.

Pour répondre exactement aux intentions du Gouvernement, l'article 12 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 12.

A l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° avoir réussi l'examen théorique imposé en vertu de l'article 38, § 3, de la même loi; toutefois, si le candidat est soumis à l'apprentissage, il ne peut bénéficier de la dispense que s'il présente un certificat d'enseignement théorique et pratique délivré par une école de conduite agréée".

2° L'alinéa 2 est abrogé.

3° Au dernier alinéa, les mots "et pour les candidats au permis de conduire valable pour la catégorie C ou D" sont insérés entre les mots "l'apprentissage" et les mots "par l'autorité".

Article 13.

La phrase liminaire de cet article doit être rédigée comme suit :

"A l'article 19 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 janvier 1978 et du 18 avril 1980, sont apportées les modifications suivantes :".

Le 4° en projet serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"4° le paragraphe 9 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 9. Les candidats dont les facultés mentales ou intellectuelles, ou le niveau d'alphabétisation ne leur permettent pas de passer l'examen théorique audio-visuel visé à l'article 17 dans les formes prescrites par cette disposition, peuvent, à leur demande, subir cet examen en session spéciale; dans ce cas ... (la suite comme à l'alinéa ler en projet).

Le bénéfice de l'alinéa ler ne peut être obtenu que si l'intéressé apporte la preuve qu'il se trouve dans l'un des cas prévus à cet alinéa, notamment par la production d'un des documents suivants : certificat ou attestation d'un centre ... (la suite comme à l'alinéa 2 en projet).

Les candidats qui ont échoué au moins cinq fois à l'examen théorique peuvent également, à leur demande, subir cet examen en session spéciale.

La durée de l'examen est adaptée aux besoins du groupe".

Le texte du paragraphe 11 en projet devrait se terminer par les mots : "d'un certificat d'enseignement théorique délivré par une école de conduite agréée".

Article 15.

Cet article devrait être libellé comme suit :

.../...

"Article 15.-

A l'article 21 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le 6° est remplacé par la disposition suivante :

"6° avoir réussi l'examen pratique imposé en vertu de l'article 38, § 3, de la loi relative à la police de la circulation routière, à condition que cet examen pratique comporte la réintégration dans le droit de conduire des véhicules de la même catégorie ou d'une catégorie équivalente à celle pour laquelle la validité est demandée; toutefois, si le candidat est soumis à l'apprentissage, il ne peut bénéficier de cette dispense que pour les véhicules des catégories A et B, et à la condition de présenter un certificat d'enseignement théorique et pratique délivré par une école de conduite agréée;

2° l'alinéa 2 est abrogé".

Article 16.

La phrase liminaire devrait être rédigée de la manière suivante :

"A l'article 22 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 janvier 1978 et du 7 novembre 1978, sont apportées les modifications suivantes :".

Au paragraphe 3, 6°, b, alinéa 2, en projet, il y a discordance entre le texte français et le texte néerlandais. Selon les fonctionnaires délégués, il y a lieu de lire, dans ce dernier texte :

.../...

"De kandidaten bedoeld in artikel 3, 15°, dienen slechts het hiervoren bedoelde attest voor te leggen;".

Article 17.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 17.-

L'article 22bis, inséré dans le même arrêté par l'arrêté royal du 7 novembre 1978 et modifié par l'arrêté royal du 24 janvier 1979, est abrogé".

Article 18.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 13 janvier 1978, du 7 novembre 1978 et du 18 avril 1980, est remplacé par la disposition suivante :".

On rappellera qu'à l'article 23 en projet, il y a lieu d'ajouter un "e)" (voir l'observation faite à propos de l'article 6bis, § 7, en projet).

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Pour être admis à l'épreuve sur la voie publique, le candidat doit avoir réussi l'épreuve sur un terrain isolé de la circulation. Le candidat qui a réussi cette dernière épreuve en est dispensé pendant six mois à dater de cette réussite lorsqu'il se présente à un nouvel examen pratique avec un véhicule de la même catégorie. Mention de cette réussite est portée sur la demande de permis de conduire (modèle A)".

.../...

Article 19.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"A l'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1978, sont apportées les modifications suivantes :".

Article 21.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 21.-

A l'article 31 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, les mots "et pour chaque titre d'apprentissage" sont insérés entre les mots "titre qui tient lieu de permis de conduire" et les mots "il est établi";

2° le paragraphe 3 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. La même fiche provisoire de renseignements est établie pour les personnes qui ont encouru une déchéance du droit de conduire avant d'être titulaires d'un permis de conduire, d'un titre qui en tient lieu ou d'un titre d'apprentissage";

3° au paragraphe 4, les mots "le titulaire du titre d'apprentissage" sont insérés entre les mots "du titre qui tient lieu de permis de conduire" et les mots "le titulaire du permis de conduire".

.../...

Article 22.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 37, alinéa ler, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1980, est complété par les dispositions suivantes :".

Article 23.

La phrase liminaire devrait être rédigée de la manière suivante :

"A l'article 38 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 26 avril 1978, du 18 avril 1980 et du 11 août 1981, sont apportées les modifications suivantes :".

De l'accord des fonctionnaires délégués, le paragraphe 2, 1°, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"1° le candidat qui, sans avertir le centre d'examen au moins deux jours ouvrables, le samedi non compris, avant la date fixée pour l'épreuve, ne se présente pas à une épreuve pratique à laquelle il s'est inscrit; ce supplément est dû pour chaque examen pratique auquel le candidat néglige de se présenter; le candidat peut être exempté de ce supplément en cas de force majeure appréciée par le Ministre des Communications ou par son délégué".

.../...

Article 24.

Mieux vaudrait rédiger l'article 39 en projet sur le schéma suivant :

"Il est versé aux communes une somme de cinquante francs par document délivré.

En vue de l'application de l'alinéa ler, le bourgmestre ou son délégué ... (la suite comme à l'alinéa ler et à l'alinéa 2, en projet)".

Article 25.

L'alinéa ler de l'article 40 en projet serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Les fonctionnaires chargés par le Ministre des Communications ou par son délégué de la surveillance et du contrôle de la délivrance des permis de conduire, des titres qui en tiennent lieu, des titres d'apprentissage et des duplicata, ont accès aux locaux où ces documents sont délivrés, et où les documents et les réserves de formulaires, de permis de conduire, ... (la suite comme au projet)".

Article 27.

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"A l'annexe 4 du même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 18 avril 1980, sont apportées les modifications suivantes :".

Au 1°, il faut écrire : "le A.1.b), 4, abrogé par l'arrêté royal du 18 avril 1980, est rétabli dans la rédaction suivante :".

Article 28.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 28.-

L'annexe 5, modifiée par l'arrêté royal du 7 novembre 1978, et l'annexe 6 du même arrêté sont remplacées respectivement par l'annexe 2 et l'annexe 3 du présent arrêté".

Article 33.

Il convient de supprimer les mots "durée de" et de remplacer le mot "prolongée" par le mot "prorogée" dans le texte français.

Article 34.

Les dispositions des articles en projet dont l'entrée en vigueur est différée peuvent s'identifier comme étant :

1° l'article 7, § 2, 5°, et l'article 23, § ler, a, alinéa 2, partim;

2° l'article 23, § ler, a, alinéa 2, partim;

3° l'article 23, § ler, b, c, et d.

.../...

Compte tenu de la difficulté de déterminer ces dispositions avec exactitude dans le texte lui-même, il vaudrait mieux y insérer des dispositions transitoires plutôt que de prévoir des exceptions à la date générale d'entrée en vigueur.

Article 35.

Dans le texte français, le mot "tous", à la sixième ligne, doit être supprimé.

+

ANNEXES.

Il conviendrait d'indiquer, en tête de chacune des annexes, le numéro qui sera le leur dans les annexes à l'arrêté royal du 1er février 1977.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Dans le texte français, il y a lieu d'écrire sans trait d'union "élève conducteur", "candidat conducteur", "marche avant" et "marche arrière" dans toutes les dispositions où ces mots apparaissent.

2. De la même manière, il y a lieu d'écrire dans le texte français "sous le couvert" au lieu de "sous couvert".

.../...

3. Pour faire référence aux catégories de véhicules à moteur déterminées par l'arrêté royal du 3 mai 1965, le projet vise tantôt ces catégories sans plus, tantôt en y ajoutant les mots "des véhicules à moteur", tantôt en ajoutant à ces deux expressions la mention de l'arrêté royal du 3 mai 1965. Il suffirait, semble-t-il, de viser uniquement les catégories dans toutes les dispositions du projet.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Artikel 21 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976, machtigt de Koning om, inzonderheid "voor het besturen met het oog op de scholing", vrijstelling te verlenen van de verplichting houder te zijn van een rijbewijs en het bij zich te hebben. Volgens artikel 22 van dezelfde wet, eveneens gewijzigd bij de wet van 9 juli 1976, "is de bestuurder gehouden het rijbewijs of het als zodanig geldend bewijs, afgegeven met het oog op de scholing, te vertonen op iedere vordering van een ambtenaar of beambte bevoegd ...".

Volgens de ontworpen bepalingen mogen de kandidaat-bestuurders een voertuig besturen op basis van de vorm van opleiding die zij kiezen, ofwel onder dekking van "een bewijs dat geldt als rijbewijs" (de ontworpen artikelen 3, 6°, 7, 7bis en 8), ofwel onder dekking van een "scholingsbewijs" (de ontworpen artikelen 3, 5°, 6bis).

Er bestaat geen volkomen terminologische overeenstemming tussen de ontworpen bepalingen en artikel 22 van de wet. Dat artikel gebruikt immers de wending "het als zodanig (als rijbewijs) geldend bewijs" om onverschillig welk document te benoemen dat, met het oog op vrijstelling van de verplichting een rijbewijs te bezitten voor scholingsdoeleinden wordt afgegeven. In de ontworpen bepalingen daarentegen wordt dezelfde wending gebruikt om uitsluitend de documenten te benoemen welke die opzet hebben in de gevallen bepaald in de ontworpen artikelen 3, 6°, 7, 7bis en 8); voorts wordt in de bewuste bepalingen de term "scholingsbewijs" gebruikt om de documenten te benoemen welke die opzet hebben in de gevallen bepaald in de ontworpen artikelen 3, 5°, en 6bis.

.../...

Inhoudelijk daarentegen zijn de ontworpen bepalingen in overeenstemming met de gecoördineerde wet : volgens de artikelen 21 en 22 van de wet is het "scholingsbewijs" ontegenzeglijk een document dat met het oog op de scholing geldt als rijbewijs.

AANHEF.

Het voordrachtformulier zou overeenkomstig het gebruik de verschillende voordragende ministers moeten vermelden volgens de orde van voorrang die ze in de Regering innemen. Zulks geldt ook voor het uitvoeringsformulier en voor de medeondertekening.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De inleidende zin van dit artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"In artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 februari 1977 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 januari 1978, 7 november 1978, 18 april 1980 en 9 maart 1982,worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

In het eerste lid van het ontworpen 2° moeten de woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 april 1976 en van 11 februari 1982" vervallen daar het niet gebruikelijk is in de eigenlijke tekst wijzigingen te vermelden.

.../...

Artikel 2.

In paragraaf 1, 4°, van het ontworpen artikel 4 zou het - de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens - duidelijker zijn te schrijven "hetzij een scholing onder dekking van een bewijs ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 3.

In het ontworpen artikel 5, 1°, behoort aan het einde van de bepaling te worden gelezen "bedoeld in artikel 3, 8°".

Aan het slot van 3° van hetzelfde ontworpen artikel 5 zou het duidelijker zijn in plaats van de woorden "uitgezonderd in het geval ..." de volgende zin te schrijven :"behalve wanneer zij het hebben ingeleverd op grond van artikel 24, 1°, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer".

Artikel 4.

De inleidende volzin van dit artikel zou moeten worden aangevuld als volgt :

"Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling : ".

In paragraaf 3, eerste en tweede lid, van het ontworpen artikel 6 zijn de woorden "bij dit besluit" overtollig en kunnen dus worden weggelaten. Deze opmerking geldt voor alle verwijzingen naar de bijlagen.

.../...

In het tweede lid dient de voegwoordcombinatie "en/of" die tegelijk dubbelzinnig en onjuist is, te worden geweerd. Het zou beter zijn te lezen : "De getuigschriften van theoretisch en praktisch onderricht dienen overeen te stemmen met het model van bijlage 7".

Artikel 5.

In paragraaf 2 van het ontworpen artikel 6bis zou het beter zijn A en B als volgt te stellen :

"A. De leerling-bestuurder

1° moet voldoen ...

2° moet het theoretisch onderricht gevolgd hebben ...

3° moet het praktisch onderricht gevolgd hebben ...

4° mag niet van het recht ...

5° mag niet lijden aan ...

6° mag niet eerder ...

7° moet een bekwaamheidsattest ...

8° moet houder en drager zijn van ...

B. Het voertuig

1° moet op de ... voorzien zijn van ...

2° mag geen goederen en geen andere personen dan de persoon bedoeld in B 6 vervoeren;

3° moet behoren tot de categorie B of F".

In paragraaf 2, B, 2°, zijn de woorden "wanneer het voertuig bestuurd wordt door de leerling-bestuurder" overbodig en kunnen, ook volgens de gemachtigde ambtenaren, worden weggelaten. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 7, § 2, 4° (dat § 1, I, 4° wordt), en voor het ontworpen artikel 7bis, § 2, 2° (dat § 1, II, 2° wordt).

.../...

In B, 3°, is het zoals in de voorgaande bepalingen voldoende te schrijven : "behoren tot de categorie B of F", zonder verwijzing naar het koninklijk besluit van 3 mei 1965.

Paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 3. Het scholingsbewijs wordt afgegeven :

1° aan de personen bedoeld in artikel 2, § 1, door de burgemeester van de gemeente waar de leerling zijn woonplaats heeft, of zijn gemachtigde;

2° aan de personen bedoeld in artikel 2, § 2, door de Minister van Buitenlandse Zaken of zijn gemachtigde.

... (voorts zoals in het ontwerp)".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 8, § 1.

In paragraaf 4, eerste lid, wekken de woorden "termijn van maximum 2 maanden" de indruk dat het bewijs voor een kortere termijn afgegeven zou kunnen worden. Aangezien dat niet het geval is, moet het woord "maximum" - de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens - worden weggelaten. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 8, § 2, eerste lid.

In paragraaf 4, tweede lid, van het ontworpen artikel 6bis leze men :

"In geval van overmacht kan de geldigheidsduur van het scholingsbewijs met een maand verlengd worden door de overheid die het heeft afgegeven, met schriftelijke toestemming van de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 8, § 2, tweede lid.

.../...

Paragraaf 7 hoort niet thuis in een bepaling waarin de gevolgen van het scholingsbewijs worden vastgesteld. Hij zou in het ontworpen artikel 23, § 1, moeten worden ondergebracht waarvan hij, na aanpassing, onderverdeling e) zou worden in de volgende lezing, waarmee de gemachtigde ambtenaren het eens zijn :

"e) Hetzelfde geldt voor de leerling aan wie een scholingsbewijs is afgegeven".

Artikel 6.

De inleidende zin van dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 januari 1978 en 18 april 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling : ".

Het ontworpen artikel 7 in zijn geheel zou met het goedvinden van de gemachtigde ambtenaren als volgt opgebouwd moeten worden :

"§ 1 (zin ter inleiding van het ontworpen artikel):

I. (de ontworpen paragraaf 1).

II. (de ontworpen paragraaf 2).

III. (de ontworpen paragraaf 3).

IV. (de ontworpen paragraaf 4).

§ 2. (de ontworpen paragraaf 5)".

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7bis. De interpunctie moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat in paragraaf 2, 4° (bepaling die paragraaf 1, II, 4° wordt) de woorden "wanneer het voertuig bestuurd wordt door de kandidaat-bestuurder" als overbodig moeten vervallen.

In paragraaf 3, 4° (bepaling die paragraaf 1, III, 4° wordt) leze men :

"- niet veroordeeld zijn wegens overtreding van de artikelen 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 47, 48 of 49 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer; ".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 7bis, § 3, 4° (bepaling die paragraaf 1, III, 4° wordt), eerste streepje.

Artikel 7.

In paragraaf 1, 7°, tweede streepje, van het ontworpen artikel 7bis (bepaling die paragraaf 1, I, wordt), is er een leemte in de Franse tekst : men leze : "soit comme travailleur indépendant à titre principal ou complémentaire, soit comme aidant, ou être le conjoint du ... (voorts zoals in het ontwerp, behalve dat men "copropriétaires" in plaats van "co-propriétaires" behoort te schrijven)".

Artikel 8.

De inleidende volzin van dit artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

.../...

"Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 januari 1978 en 7 november 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling : ".

In paragraaf 2, tweede lid, van het ontworpen artikel 8 dient in de Franse tekst "prorogée" te worden geschreven in de plaats van "prolongée" en dienen de woorden "durée de" vóór "validité" te worden geschrapt.

In paragraaf 2, vijfde lid, leze men in de Franse tekst "prorogée" in plaats van "prolongée".

In paragraaf 2, laatste lid, schrappe men de woorden "van dit besluit".

Artikel 9.

Deze bepaling zou als volgt gesteld moeten worden : "Artikel 9.-

Artikel 10, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Het scholingsbewijs of het bewijs dat geldt als rijbewijs moet worden ingeleverd bij de afgifte van het rijbewijs".

Artikel 10.

Overeenkomstig de bedoeling van de Regering en ook volgens de gemachtigde ambtenaren, zou niet alleen de tekst onder 5° van artikel 13, maar zouden ook de leden 2, 3 en 4 van dat artikel moeten worden opgeheven.

.../...

Artikel 11.

De inleidende volzin van dat artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1980, wordt aangevuld als volgt : ".

Het in artikel 27 bedoelde verhaal kan alleen worden ingesteld in geval van niet slagen. Het tweede lid van het ontworpen artikel 17 zou dan ook, - de gemachtigde ambtenaren zijn het daarmee eens - als volgt geredigeerd moeten worden :

"Wanneer het in artikel 27 bedoelde verzoekschrift wordt ingediend, wordt de geldigheid ... op het ogenblik van de indiening van dit verzoekschrift ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Bovendien zou in de Franse tekst van datzelfde lid het woord "prolongée" moeten worden vervangen door "prorogée".

Artikel 12.

Opdat artikel 12 volledig met de bedoeling van de Regering overeenstemt zou het als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 12.-

In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° De tekst onder 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"4° geslaagd zijn voor het theoretisch examen, opgelegd krachtens artikel 38, § 3, van dezelfde wet; indien de kandidaat echter aan scholing onderworpen is, kan hij deze vrijstelling slechts genieten op voorlegging van een getuigschrift van theoretisch en praktisch onderricht afgegeven door een erkende rijschool".

2° Het tweede lid wordt opgeheven.

3° In het laatste lid worden de woorden "en voor de kandidaten voor het rijbewijs geldig voor de categorie C of D" ingevoegd tussen de woorden "aan de scholing onderworpen zijn" en de woorden "door de overheid".

Artikel 13.

De inleidende volzin van dit artikel stelle men als volgt :

"In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 januari 1978 en 18 april 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

Het ontworpen 4° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"4° paragraaf 9 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 9. Kandidaten die wegens hun mentale of intellectuele vermogens of wegens het peil van hun alfabetisme niet in staat zijn om het in artikel 17 bedoelde audiovisueel theoretisch examen op de aldaar voorgeschreven wijze af te leggen, kunnen dat examen, op hun verzoek, in een speciale zitting afleggen; in dit geval ... (voorts zoals in het ontworpen eerste lid).

.../...

Het voordeel van het eerste lid kan slechts worden verkregen als de betrokkene het bewijs levert dat hij zich in een van de in dat lid bedoelde gevallen bevindt, met name door overlegging van een van de volgende documenten : een getuigschrift of een attest van een psycho-medisch-sociaal centrum, een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een instituut voor buitengewoon onderwijs, ... (voorts zoals in het ontworpen tweede lid).

Kandidaten die ten minste vijfmaal mislukt zijn voor het theoretisch examen kunnen eveneens, op hun verzoek, dat examen in een speciale zitting afleggen.

De duur van het examen wordt aangepast aan de behoeften van de groep".

De tekst van de ontworpen paragraaf 11 zou met de volgende woorden besloten moeten worden : "van een getuigschrift van theoretisch onderricht afgegeven door een erkende rijschool".

Artikel 15.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 15.-

In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

"6° indien hij geslaagd is voor het praktisch examen, opgelegd krachtens artikel 38, § 3, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, op voorwaarde dat dit praktisch examen herstel inhoudt van het recht om voertuigen te besturen van dezelfde categorie of van

.../...

een evenwaardige categorie als die waarvoor de geldigheid wordt aangevraagd; indien de kandidaat echter onderworpen is aan scholing, kan hij die vrijstelling slechts genieten voor de voertuigen van de categorieën A en B en op voorwaarde dat hij een getuigschrift van theoretisch en praktisch onderricht afgegeven door een erkende rijschool voorlegt;

2° het tweede lid wordt opgeheven".

Artikel 16.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 januari 1978 en 7 november 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

In de ontworpen paragraaf 3, 6°, b, tweede lid, is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Volgens de gemachtigde ambtenaren behoort men te lezen :

"De kandidaten bedoeld in artikel 3, 15°, dienen slechts het hiervoren bedoelde attest voor te leggen;".

Artikel 17.

Deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 17.-

Artikel 22bis, in hetzelfde besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 7 november 1978 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 januari 1979, wordt opgeheven".

.../...

Artikel 18.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 januari 1978, 7 november 1978 en 18 april 1980, wordt door de volgende bepaling vervangen : ".

Er moge worden gerappelleerd dat aan het ontworpen artikel 23 een "e)" moet worden toegevoegd (zie de opmerking gemaakt bij het ontworpen artikel 6bis, § 7).

Paragraaf 4 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. Om toegelaten te worden tot de proef op de openbare weg moet de kandidaat geslaagd zijn voor de proef op een terrein buiten het verkeer. De kandidaat die voor deze laatste proef geslaagd is, is bij een volgende deelname aan het praktisch examen met een voertuig van dezelfde categorie, van die proef vrijgesteld gedurende zes maanden te rekenen vanaf de dag dat hij ervoor geslaagd is. Op de aanvraag om een rijbewijs (model A) wordt vermeld dat de kandidaat voor die proef geslaagd is".

Artikel 19.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

.../...

Artikel 21.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 21.-

In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 worden tussen de woorden "bewijs dat geldt als rijbewijs" en "wordt een voorlopige inlichtingenfiche opgemaakt" de woorden "en voor elk scholingsbewijs" ingevoegd;

2° paragraaf 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 3. Dezelfde voorlopige inlichtingenfiche wordt opgemaakt voor de personen die verval van het recht om te sturen oplopen vooraleer ze houder zijn van een rijbewijs, een bewijs dat geldt als rijbewijs of een scholingsbewijs";

3° in paragraaf 4 worden tussen de woorden "van het bewijs dat geldt als rijbewijs" en "over de houder van het rijbewijs" de woorden "over de houder van het scholingsbewijs" ingevoegd".

Artikel 22.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 37, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 juli 1980, wordt aangevuld met de volgende bepalingen : ".

.../...

Artikel 23.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 april 1978, 18 april 1980 en 11 augustus 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de ontworpen paragraaf 2, 1°, beter als volgt zou worden geredigeerd :

"1° de kandidaat die zich niet aanmeldt voor een praktisch examen waarvoor hij zich heeft laten inschrijven, zonder het examencentrum ten minste twee werkdagen, de zaterdag niet meegerekend, vóór de dag van het examen te verwittigen; die bijslag is verschuldigd voor elk praktisch examen waarvoor de kandidaat nalaat zich aan te melden; de kandidaat kan van het betalen van die bijslag worden vrijgesteld in geval van overmacht waarover de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde oordeelt".

Artikel 24.

Het ontworpen artikel 39 kan beter worden geredigeerd naar het volgende schema :

"Aan de gemeenten wordt een som van vijftig frank per afgegeven document uitbetaald.

.../...

Met het oog op de toepassing van het eerste lid, deelt de burgemeester of zijn gemachtigde ... (voorts zoals in de ontwerp-tekst van het eerste en het tweede lid)".

Artikel 25.

Het eerste lid van het ontworpen artikel 40 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"De ambtenaren die door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde worden belast met het toezicht en de controle op de afgifte van de rijbewijzen, de bewijzen die gelden als rijbewijs, de scholingsbewijzen en de duplicaten, hebben toegang tot de lokalen waar die documenten worden afgegeven en waar de documenten en de voorraden van formulieren ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 27.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In bijlage 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

Onder 1° moet worden gelezen : "A.1.b), 4, opgeheven bij het koninklijk besluit van 18 april 1980, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing : ".

Artikel 28.

Deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 28.-

Bijlage 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 1978, en bijlage 6 van hetzelfde besluit worden vervangen onderscheidenlijk door bijlage 2 en bijlage 3 van dit besluit".

Artikel 33.

In de Franse tekst schrappe men de woorden "durée de" en vervange men het woord "prolongée" door "prorogée".

Artikel 34.

De bepalingen van de ontworpen artikelen waarvan de inwerkingtreding wordt uitgesteld, zijn als volgt te identificeren :

1° artikel 7, § 2, 5°, en artikel 23, § 1, a, tweede lid, partim;

2° artikel 23, § 1, a, tweede lid, partim;

3° artikel 23, § 1, b, c, en d.

Gelet op de moeilijkheid om die bepalingen nauwkeurig te situeren in de tekst zelf, verdient het aanbeveling daarin overgangsbepalingen op te nemen, liever dan te werken met uitzonderingen op de algemene datum van inwerkingtreding.

Artikel 35.

Op de voorlaatste regel moet worden gelezen "ieder wat hem betreft", en niet "ieder wat hen betreft".

+

BIJLAGEN.

Bovenaan op elk van de bijlagen behoort het nummer te worden vermeld dat eraan zal worden gegeven in de bijlagen van het koninklijk besluit van 1 februari 1977.

SLOTOPMERKINGEN.

1. In de Franse tekst schrijve men "élève conducteur", candidat conducteur", "marche avant" en "marche arrière", in alle bepalingen waar die woorden voorkomen, zonder koppelteken.

2. Ook schrijve men in de Franse tekst overal "sous le couvert" in plaats van "sous couvert".

3. Om te verwijzen naar de categorieën van motorvoertuigen bepaald in het koninklijk besluit van 3 mei 1965, vermeldt het ontwerp die categorieën nu eens zonder meer, dan weer met toevoeging van de woorden "van de motorvoertuigen", of nog met toevoeging, zowel aan de ene als aan de andere van die uitdrukkingen, van de vermelding van het koninklijk besluit van 3 mei 1965. Het lijkt voldoende te zijn in alle bepalingen van het ontwerp alleen naar de categorieën te verwijzen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. LEROY, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. LEROY, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.